

# LE DROIT OUVRIER

ISSN 0222-4194

N. 828, Juillet 2017

## [Solicitud de artículos a la Biblioteca](#)

### Doctrine

<b>Réforme du droit du travail : en marche arrière</b> par Emmanuel Dockès, Professeur de droit à l'Université Paris Nanterre, Dominique Médà, Professeure de sociologie à l'Université Paris Dauphine, Marie-Laure Morin, Directrice de recherches au CNRS, ancienne conseillère à la Cour de Cassation.....	385
<b>Les impacts du numérique sur l'organisation du travail et les conditions de travail</b> par Guillaume Etlevant, Expert auprès des Comités d'entreprise.....	387
<b>Des principes aux actes : les contradictions d'Emmanuel Macron (Réflexions sur la « barémisation des indemnités prud'homales »)</b> par Manuela Grévy, Avocate au Barreau de Paris et Patrick Henriot, Magistrat honoraire.....	392
<b>Droit du travail et police des étrangers : la Chambre sociale tournerait-elle le dos aux droits fondamentaux ?</b> par Isabelle Meyrat, Maître de conférences HDR à l'Université de Cergy-Pontoise, LEJEP et Sophie Misiraca, Avocate au Barreau de Paris, chargée d'enseignement à l'Université de Cergy-Pontoise.....	393
LIBERTÉS ET DROITS FONDAMENTAUX – Travailleur étranger - Situation irrégulière - Conséquence - Dispositions protectrices de l'emploi durant la maternité - Bénéfice (non). <b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 15 mars 2017 (p. n° 15-27.928 )</b> .....	398
<b>Le Juge prud'homal face aux motifs économiques du licenciement</b> par Franck Petit, Professeur à l'Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse.....	400

### Jurisprudence

CONTRAT DE TRAVAIL – Clause de rémunération variable – Document en langue étrangère – Opposabilité au salarié. <b>COUR D'APPEL DE PARIS (Pôle 6, chambre 3) 22 novembre 2016 (extraits)</b> .....	412
Note David Métin et Amélie Corneville, Avocats au Barreau de Versailles .....	412
CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS – Négociation – Déroulement – Loyauté – Preuve – Assurance-chômage – Convention du 14 mai 2014 – Assurance-chômage – Convention du 14 mai 2014 – Négociations séparées – Existence. <b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 8 mars 2017 (p. n° 15-18.080)</b> .....	415
Note Marie-France Bled-Charreton, Avocate honoraire .....	419
CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS – Respect – Organisation et temps de travail – Audiovisuel – Demande imprévue de dépassement des horaires de travail – Refus du salarié – Sanction disciplinaire – Volonté du salarié de faire respecter tant à son égard qu'à l'égard des autres salariés l'esprit de l'accord d'entreprise – Trouble manifestement illicite – 1 <sup>er</sup> Retrait de la sanction – 2 <sup>e</sup> Action syndicale en justice – Dommages et intérêts. <b>COUR D'APPEL DE VERSAILLES (6<sup>e</sup> ch.) 8 novembre 2016</b> .....	422
Note Alexandra Soumeire, Avocate au Barreau de Paris .....	424
DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL – Atteinte à la santé physique et mentale des salariés – Droit d'alerte – Accord d'un salarié (non) – Compétence exclusive du CHSCT (non). <b>COUR D'APPEL DE PARIS (Pôle 6, Ch. 3) 14 mars 2017</b> .....	427
Note Daniel Boulmier, Maître de conférences à l'Université de Lorraine, Institut du Travail .....	428
ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES – Scrutin visant à mesurer l'audience des syndicats dans les TPE – Recevabilité de candidatures – Respect des valeurs républicaines – Discrimination à raison des origines – Preuve non rapportée. <b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 12 décembre 2016 (p. n° 16-25793)</b> .....	429
Note Michèle Bonnechère, Professeur émérite de l'Université d'Evry-Val d'Essonne.....	431

LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – Obligation de reclassement – Périmètre – Recherche d'un lien de droit entre les sociétés – Caractère Indifférent.	
<b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 1<sup>er</sup> février 2017 (p. n° 15-25.405)</b> .....	433
Note <b>Arnaud Mazlères</b> , Juriste d'entreprise .....	433
RÉMUNÉRATION – Notion – Assujettissement à l'assiette des cotisations de Sécurité sociale – Sommes versées aux travailleurs à l'occasion du travail – Contravention au code de la route commise par un salarié – Prise en charge par l'employeur.	
<b>COUR DE CASSATION (2<sup>ème</sup> Ch. Civ.) 9 mars 2017 (p. n° 15-27.538)</b> .....	436
Note <b>Céline Leborgne-Ingelaere</b> , Maître de Conférences HDR en droit privé, Université de Lille.....	437

## Chroniques jurisprudentielles

<b>Procédure prud'homale</b> (première partie) par <b>Daniel Boulmier</b> , Maître de conférences, Institut Régional du Travail, Université de Lorraine	
CONSEIL DE PRUD'HOMMES – Compétence – Cause économique du licenciement – Décision d'Incompétence au profit du tribunal administratif – Recours – Contredit (non) – Appel (oui).	
ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ – Liquidation judiciaire – Ordonnance du tribunal de commerce – Autorisation des licenciements pour motif économique – Contestation individuelle du licenciement pour motif économique – 1 <sup>er</sup> Compétence administrative (non) – 2 <sup>e</sup> Motif économique – Conseil de prud'hommes (non) – 3 <sup>e</sup> Obligation de reclassement – Conseil de prud'hommes (oui).	
<b>COUR D'APPEL DE ROUEN (Ch. Soc) 15 novembre 2016 (n° 16/01.764 à 6/01.770)</b> .....	440
Note .....	442
PÉREMPTION D'INSTANCE – Appel – Parties ayant conclu – Information du greffe : « dossier à fixer » – Inaction du conseiller de la mise en état pour fixer l'affaire – Inaction des parties pour faire avancer l'instance ou obtenir une fixation – Péremption d'instance (oui).	
<b>COUR DE CASSATION (2<sup>ème</sup> Ch. Civ.) 16 décembre 2016 (n° 15-27.917, P+B+I)</b> .....	444
Note .....	444